

3 Nso dans les Grassfields : Le décor planté à l' aide des données brutes

La Chefferie Tikar⁷⁵ de Nso est, d' un point de vue historique, la plus vaste Chefferie dans les Grassfields Bamenda, c' est-à-dire dans ce qui constitue aujourd' hui la Province du Nord-Ouest du Cameroun. Il s' agit de l' une des deux provinces Anglophones d' un pays majoritairement Francophone. Le département de Bui, qui représente une sous-circonscription administrative de la province du Nord-Ouest, suit essentiellement les frontières historiques de cette Chefferie. On est là, malgré les lacunes des données statistiques, dans la seconde zone la plus peuplée de la province⁷⁶.

⁷⁵ La controverse autour de la constitution du groupe ethnique Tikar et la question de l' appartenance de Nso à ce groupe considéré comme groupe englobant sont encore ouvertes et houleuses. Et tout ceci montre la complexité et la délicatesse de l' histoire orale. Du débat toujours en cours, on peut retenir plusieurs points. D' abord, on signalera que pour Kaberry qui a mené des études de référence dans les Grassfields, les Tikar formaient le groupe ethnique le plus vaste de Bamenda et les Nso constituaient la Chefferie Tikar la plus vaste des Grassfields Bamenda. Cf. Phillis M. Kaberry (1952), *Women of the Grassfields : A Study of the Economic position of Women in Bamenda, British Cameroons*. D' autre part, la question de savoir si chacune des Chefferies des Grassfields mérite d' être considérée comme faisant réellement partie du groupe Tikar reste sujette à controverse. À en croire Price par exemple, ; *The Tikar of East Cameroon have long been associated with the Grassfields through uncritical application of their name to certain kingdoms claiming a Tikar, Kimi, or Ndobbo origin*. Il continue en affirmant qu' il n' existe aucune preuve linguistique, ethnique ou réellement historique qui justifierait l' utilisation du terme 'Tikar' par rapport à un quelconque groupe des Grassfields. Ainsi arrive t-il à la conclusion qu' on ne devrait pas qualifier la dynastie Nso de dynastie Tikar, dans la mesure où leur rapport à Bankim (Centre des rituels Tikar et point de migration vers les Grassfields à partir du Cameroun oriental) repose sur un lien utérin. Au total, en proclamant leur origine Tikar, les Nso seraient en train de faire une déclaration politique. Pour ces vues, lire notamment David Price (1979), *Who Are the Tikar Now ?* *Paideuma* 25, 89 – 98. La question de la définition du groupe Tikar avait aussi préoccupé M. D. W. Jeffreys qui, en 1964, la posa clairement : «Who are the Tikar ?» In : *African Studies*, 23, 3 – 4. Le suivant, Chilver et Kaberry, don't les travaux sur la région demeurent de précieux héritages, allaient affirmer : *The claim to a Tikar, Kimi, or Ndobbo dynasty connection is a political statement, implying the legitimacy of a sacred kinship either by a claim to a ritual connection with Kimi in the past, or by a claim, conferring prestige, to a connection at one or more removes*. E. M. Chilver & P. M. Kaberry (1971): "The Tikar Problem: A Non Problem", *Journal of African Languages*, 10, 2. Parlons donc des Nso et de leur origine Tikar politique!

⁷⁶ C' est la seconde zone la plus peuplée de la province parce qu' avant elle vient le département de la Mezam.

3.1 Composition ethnique : Une région kaléidoscopique

Le terme Grassfields⁷⁷ est utilisé pour désigner les Hautes Terres de l' Ouest-Cameroun. Les 'Grassfields' constituent une zone de culture spécifique historiquement composée d' un ensemble de Chefferies dont la taille et la complexité ont, de tous temps, considérablement varié. C' est ainsi qu' on allait des petites Chefferies villageoises de Widekum aux États de conquête expansifs des Nso et Bafut dont les populations furent estimées à 20 – 25.000 âmes par les conquérants allemands au début du XX^e Siècle⁷⁸. Les principaux groupes ethniques dans les Grassfields sont :

- *Tikar*
- *Widekum*
- *Mbembe*
- *Bali*
- *Aghem*

De tous ces groupes, les Tikar sont le groupe le plus vaste et celui qui a, du point de vue culturel, exercé la plus grande influence⁷⁹. D' après leurs propres traditions orales, différents groupes de Tikar ont commencé, sous la pression des razzias Fulani, à émigrer vers les Grassfields autour du XVIII^e Siècle. Leurs principales régions de départ étaient Tibati, Banyo, Kimi, Ndobbo et Rifem (aujourd' hui connu sous le nom de Bankim)⁸⁰. Ils sont donc surtout partis de la région du Nord-Est qui fait désormais partie du Cameroun Francophone.

En plus des principaux groupes ethniques sus-cités, on compte actuellement des milliers d' éleveurs Fulani dans la Province du Nord-

⁷⁷ Dans la plupart des publications qu' on peut consulter, les 'Grassfields du Cameroun' se rapportent aux hautes terres des provinces du Nord-Ouest et de l' Ouest. Cette région est directement située au Nord de la zone forestière tropicale et affiche une altitude qui oscille entre 2000 et 6000 pieds au-dessus de la mer. Précisons cependant que les 'Grassfields' dont il est question ici désignent le plateau de Bamenda de l' ancienne province Bamenda et ne comprend pas Bamoun ou Fouban

⁷⁸ E. M. Chilver (1961), „Nineteenth Century Trade in the Bamenda Grassfields, Southern Cameroon“, Afrika und Übersee, Vol. XLV: 233 - 257

⁷⁹ Cf. Kaberry, Women of the Grassfields: A Study of the ..., op. cit.

⁸⁰ Voir Eyongetah, T & R. Brain (1974) A History of the Cameroon

Ouest. Ces éleveurs Fulani se sub-divisent en deux groupes assez distincts :

- le groupe *Mbororo* arrivé dans la région au début du XX^e siècle, plus précisément vers 1900
- le groupe *Aku* : Les Akus sont comparativement des Nouveaux Arrivants partis de la Savane chaude et sèche du Nord du Nigeria vers les années 1950.

3.2 Organisation socio-politique ancienne : Principes fondamentaux

À travers les Grassfields, l'institution Chef est largement répandue et établie. Presque partout dans cette région, la Chefferie est un héritage ancien auquel on accède suivant un schéma patrilinéaire⁸¹. Le Chef (communément appelé **Fon**) est vu comme une personne possédant des attributs sacrés. Il est considéré comme le symbole sacré de l'unité de son peuple. À côté du Chef se trouvent de nombreuses sociétés secrètes et associations militaires masculines. Celles-ci font intégralement partie de l'organisation d'une bureaucratie de Palais assez élaborée. Historiquement, les titres et les fonctions à assumer dans le cadre de cette organisation bureaucratique sont des héritages patrilinéaires. Le pouvoir est réparti de manière spécifique entre les Chefs (Fons), les sociétés secrètes, les lignages et les Chefs de quartiers.

Il existe une corrélation positive entre le prestige (ou privilège que détient un individu) et le nombre de personnes vivant dans sa concession. La concession – formée d'un Chef de concession, de ses épouses, de ses fils adultes, des enfants et autres dépendants – est traditionnellement l'entité de coopération économique et politique de base.

La terre relève d'un héritage individuel et communal. Le Chef ou Fon contrôle la propriété collective en tant que propriétaire nominal ou

⁸¹ Kom est la seule **grande** Chefferie des Grassfields de Bamenda dans laquelle on a une descendance matrilineaire

symbolique alors que les lignages spécifiques et chefs de famille exercent le contrôle réel à des degrés divers. La gestion de la terre reflète la hiérarchie des relations, droits, obligations au sein de l'entité politique globale.

3.3 Conditions géographiques et écologiques

Les Grassfields sont une zone de nettoyage forestier ancien située de l'Est à l'Ouest entre le 4^e et le 7^e parallèle. C'est une zone aux conditions écologiques variées, une région agricole capable d'offrir aussi bien des cultures des zones tempérées que des produits tropicaux.

Cette zone correspond à un haut plateau de lave entouré d'un ensemble de plaines basses et de vallées. Cet ensemble est interrompu par des pics volcaniques. L'altitude va d'une dépression de 500 mètres dans la vallée de Menchum et la plaine de Donga le long de la frontière avec le Nigéria vers le Nord aux hauts plateaux autour de Bamenda et Nso situés à 1400 – 1700 mètres. Les plateaux sont assez vallonnés, traversés par des montagnes avec des pentes à pic ou coupés par des vallées profondes. La température et le niveau de précipitations varient largement du fait de l'altitude. Le Haut-Plateau autour de Nso a un niveau de précipitations de plus de 300 ml par an alors que les régions plus basses des Grassfields connaissent une moyenne située entre 1000 et 2500 ml. Les températures moyennes autour de Nso vont d'une moyenne maximale de 66° F à une moyenne minimale de 51° F. En règle générale, on a une saison pluvieuse de six à sept mois qui va d'Avril à Octobre, une saison sèche humide qui va d'Octobre à Décembre et une saison sèche chaude qui s'étale entre Janvier et Mars.

Nso se trouve dans le croissant fertile qui s'étend du Nord-Est (de Bamenda à NKambé) au Sud (jusqu'à Bafoussam, Chef-lieu de la province de l'Ouest voisine). Aux yeux des responsables politiques locaux et nationaux, les conditions écologiques et géographiques sus- esquissées

font apparaître Nso comme l'un des greniers les plus importants pour les zones urbaines en nette croissance dans l'ensemble du Cameroun.

3.4 La vocation commerciale

À la diversité écologique qui vient d'être relevée s'ajoute une forte densité démographique comme élément caractéristique de la région. Ces deux facteurs ont favorisé des échanges commerciaux bien organisés entre zones complémentaires longtemps avant la colonisation européenne. La fortune accumulée au cours de ces transactions commerciales a souvent constitué la base de l'expansion du ménage, c'est-à-dire d'un certain statut individuel considéré comme une pré-condition pour avoir un accès privilégié au commerce plus prestigieux et lucratif des esclaves, de l'ivoire, des produits européens.⁸²

À Nso, la kola est un produit très ancien qui s'est toujours bien prêté à l'exportation. À la différence du commerce de prestige contrôlé par l'État, la kola est vendue par une grande partie de la population masculine. Elle permet ainsi d'enrichir tous les chefs de lignage qui, traditionnellement, contrôlent les produits forestiers. Une répartition sexuelle rigide des tâches a notamment toujours voulu que la force de travail masculine fût affectée au commerce, à la chasse, aux activités militaires, à la production des objets d'art alors que la force de travail féminine devait être consacrée à l'agriculture, aux activités domestiques et à un ensemble limité de productions artistiques principalement à valeur d'usage.⁸³

⁸² Les Grassfields du Cameroun étaient une importante source d'esclaves et d'ivoire avant la colonisation. Chilver (1962) le rapporte dans sa description du commerce du 19^e siècle dans les Grassfields de Bamenda. On le note aussi dans le travail de Rowlands qui porte sur le commerce et la création de l'État dans les Grassfields d'avant-colonisation. Cf. Chilver, *Nineteenth Century Trade in the Bamenda Grassfields*, op. cit., Rowlands, M. J. (1979), "Local and Long Distance Trade and Incipient State Formation on the Bamenda Plateau in the Late 19th Century", *Paideuma*, 25, 1979, pp. 1 - 20

⁸³ Cf. Kaberry (1952), *Women of the Grassfields ...*, *ibid.*, M. Rowlands, *Local and Long Distance Trade ...*, op. cit.

3.5 Une histoire socio-politique répartie en trois phases

Nous introduisons dans l'histoire socio-politique de Nso en procédant à un découpage pratiquement devenu classique dans l'étude des sociétés africaines. À cet égard, nous distinguerons donc une phase pré-coloniale, une phase coloniale et une phase post-coloniale.

3.5.1 La phase précoloniale

3.5.1.1 Institutions socio-politiques majeures

L'histoire politique de Nso a été, pour une bonne part, suffisamment bien étudiée⁸⁴. À l'arrivée des Allemands vers la fin du XIX^e siècle, le peuple Nso venait de conquérir la plupart des peuples voisins et de renforcer aussi bien son pouvoir que sa Chefferie.

Les villages conquis furent mis en dépendance. Ils conservèrent tout de même une assez large autonomie en matière de gestion des affaires locales et leurs Chefs respectifs devinrent des Sous-Chefs. Il fut permis aux Sous-Chefs de villages de taille relativement importante d'utiliser le titre de *Fon*. Chaque Sous-Chef disposait de son propre bataillon de conseillers, de fonctionnaires de la cour et de sociétés secrètes dont la *Ngwerong* était la plus importante du point de vue politique et administratif. En réalité, les Sous-Chefferies étaient des reprises de la Chefferie Supérieure dont le siège est à Kumbo où réside le numéro 1 de tous les Nso, en l'occurrence le *Fon Supérieur*.

La vie socio-politique traditionnelle des Nso tourne autour d'un certain nombre d'institutions centrales qui se superposent. On parlera notamment du Fon et des différents organes entièrement contrôlés par les hommes. Parmi ces organes figurent

⁸⁴ On ne saurait dresser une liste exhaustive des ouvrages ethnographiques consacrés à cette région. Ce qu'on peut néanmoins relever c'est qu'une liste des publications bien élaborées et précieuses est proposée dans notre bibliographie générale. Certaines de ces publications ont d'ailleurs déjà été mentionnées dans nos notes de bas de page précédentes.

- la Ngwerong déjà évoquée qui correspond à la société secrète de contrôle essentiellement masculine
- la Ngirri qui renvoie à la société secrète composée d'hommes de la lignée royale
- La Majong qui équivaut au club des chasseurs et à la société des guerriers.

Il convient certainement de préciser les champs de compétence des différents organes sus-cités, notamment de la Ngwerong et de la Ngirri, en admettant que le rôle des membres de la Majong apparaît clairement à travers la notion de guerriers. À cet égard, on signalera que la Ngwerong est traditionnellement l'institution collective secrète la plus importante et la plus puissante à côté du Fon. La fonction de la Ngwerong consiste à assister le Fon et le conseil traditionnel au niveau du droit, de la prise de décision et de l'exécution des ordres du Souverain. Les membres de cette société secrète sont également considérés dans la tradition Nso comme 'les yeux et les oreilles du Fon'. C'est de leur rang qu'on sélectionne les intendants du Palais Royal. En revanche, la Ngirri apparaît comme une société secrète absolument respectable mais moins puissante. Cette société dotée de peu de pouvoir décisionnel ou administratif est composée des membres de la famille royale répartis en deux catégories, à savoir les Wanto et les Duiy⁸⁵.

En sa qualité de Chef Supérieur sacré, le Fon est une véritable institution vivante érigée en figure politique centrale. Il est vu comme le symbole de l'unité du peuple Nso et comme le médiateur de base entre le peuple, les ancêtres et les dieux. Outre sa position comme Chef Supérieur de toutes les terres Nso, le Fon est habilité à présider tous les conseils d'État et, jusqu'à la phase coloniale européenne dont il sera question plus

⁸⁵ Le Nso central est divisé en quatre couches sociales principales : (1) Les Wanto (sing. Wanto) ou 'enfants du Palais' (2) Les Duiy ou 'cadet royal lineages' d'après la terminologie de Kaberry (1952) et Chilver (1967). (3) Les M'tar (on écrit aussi Mntar) ou rôturiers libres (4) Les Nshilavsi (sing. Nshilav) ou serviteurs – soit du palais, soit de l'une des sociétés secrètes (Ngwerong et Ngirri). Nous reviendrons beaucoup plus en détail sur la signification de ces catégories dans le chapitre consacré à la gestion de la titulature traditionnelle dans un contexte marqué par la fusion de l'ancien et du nouveau.

loin, à prendre toutes les décisions finales par rapport aux questions militaires et de maintien de la paix.

Le Fon est traditionnellement la seule autorité capable d'infliger la peine capitale. Il est le Chef symbolique de toutes les sociétés secrètes et tous les clubs existants à Nso. Il ratifie toutes les nominations à toutes les fonctions, y compris la désignation des Chefs de lignage. Il a corrélativement le droit de démettre les individus de leur fonction. Cependant, il serait incorrect de partir de ses différents pouvoirs pour assimiler le Fon à un monarque absolu, à un despote.

En effet, comme dans la plupart des Chefferies centralisées d'Afrique Noire, il existe en pays Nso plusieurs systèmes de contrôle du pouvoir. À ce sujet, on peut à titre indicatif revenir un tantinet sur les compétences de la Ngwerong en retenant ceci : Cette importante et puissante société secrète n'a traditionnellement certes pas le pouvoir de déposer le Fon. Néanmoins, ses membres bénéficient, depuis la nuit des temps, du pouvoir de le neutraliser. La neutralisation peut se faire de différentes manières : mise en résidence surveillée du Fon, refus d'obtempérer au cas où les décisions et ordres du Fon s'avèrent préjudiciables aux intérêts de la communauté.

Par ailleurs, la Reine-Mère et les conseillers influents sont traditionnellement chargés de prodiguer des conseils au Fon, dans la perspective de le détourner des décisions ou actions jugées inappropriées ou contraires aux intérêts de la majorité du peuple Nso. Dans la même foulée, on soulignera que certains Chefs ou Seigneurs ont traditionnellement le droit, en période de trouble, de crise ou de guerre, d'intervenir et d'utiliser leur influence pour conduire le Fon vers une position mutuellement agréable et avantageuse.

L'évocation des mécanismes de contrôle et des moyens de résistance laisse donc apparaître en filigrane un point important : Le Fon ne se définit pas uniquement par rapport à ses droits. Son autorité repose aussi

sur des devoirs à accomplir. En des termes plus clairs, on dira que le Fon a de fortes obligations morales envers son peuple. C'est en s'y référant que Kaberry, qui s'est remarquablement bien penchée sur la perception de la Chefferie chez les Nso, rapporte ces propos assez expressifs :

The Fon has everything, the Fon is a poor man

The Fon rules the people, but the people hold the Fon⁸⁶.

Parmi les conseillers du Fon dont il a jusqu'ici été question de manière très générale figurent traditionnellement les Vibai. Les Vibai sont aussi les Chefs ou Doyens des grands lignages et portent le titre de Shu-Fai. Shu en langue locale (Lamnso) signifie bouche ou entrée. On pourrait aussi traduire par *ce qui a la préséance*. En se situant maintenant dans le contexte institutionnel traditionnel Nso, on dira qu'un *shu* c'est *celui qui parle le premier*.

Les doyens des lignages qui ne sont traditionnellement pas des conseillers portent le titre de Fai alors que les chefs des sous-lignages sont désignés Shey. En tant que titre honorifique, la désignation de Shey peut également s'appliquer à certains princes et serviteurs du Palais. Le Doyen du lignage bénéficie traditionnellement d'un certain nombre de droits et prérogatives dont le droit d'hériter des biens des membres de son lignage, le droit d'arranger les alliances matrimoniales et de tirer profit de la dot versée pour les femmes de son lignage ainsi que le droit de baptiser les enfants appartenant à son lignage. En retour, on attend de ce doyen qu'il assure le bien-être des membres de son lignage, qu'il vienne au secours de ceux-ci en période de pénurie ou disette et qu'il garde intact le patrimoine de son lignage pour les générations futures.

L'autre notion à retenir dans le cadre de cette rapide description des arrangements institutionnels traditionnels Nso, c'est la notion de maître de la terre. Traditionnellement, les maîtres de la terre sont tous aussi les

⁸⁶ Cf. Kaberry (1962), 'Retainers and Royal Households in the Cameroons Grassfields' Cahiers d'études africaines 3, p. 373

doyens de vastes lignages. Cependant, il importe de préciser que tous les doyens de lignages ne sont pas nécessairement des maîtres de la terre.

Au total, il ressort de la présentation des différentes institutions traditionnelles que les Nso constituent, d'un point de vue socio-politique, un groupe bien structuré avant l'arrivée des premiers colons. La structuration socio-politique esquissée va de pair avec des habitudes économiques d'un genre particulier.

3.5.1.2 Commerce et Statut en période précoloniale

En pays Nso d'avant l'ère coloniale, le commerce est, pour une large part, une affaire royale ou contrôlée par l'État. Le contrôle royal du commerce implique le contrôle du marché qui se présente comme une institution à la fois ouverte et surveillée par les serviteurs du Chef, notamment les hauts cadres de la *Ngwerong*. Dans ce contexte, le commerce prend la forme d'échange de dons entre le Fon et certains hommes importants d'une part, et la forme d'échanges royaux entre Chefs d'autre part.

Les échanges royaux entre Chefs sont réalisés par les émissaires du Fon équipés de sacs de raphia décorés avec la caurie. Ces sacs sont appelés *Kibam Ke-fam* et constituent des insignes univoques. Les hommes de statut dotés d'importantes ressources peuvent traditionnellement acheter le sac de marché du Fon. Ce sac est alors appelé *Kibam Ke-wai ke-fon* et sert de permis d'entrée dans le prestigieux commerce d'ivoire et des esclaves⁸⁷. Les nouveaux venus dans le noble commerce obtiennent de l'ivoire ou des captifs de guerre du stock royal. Après avoir vendu les 'produits' mis à leur disposition, les commerçants conservent traditionnellement une partie du profit alors que l'autre est transférée au palais Royal.

⁸⁷ Cf. Chilver (1962), Nineteenth Century Trade ..., ibid.

Le pays Nso s'est fortement engagé dans le commerce d'ivoire et des esclaves durant les deux dernières décennies du XIX^e siècle. On y note un impressionnant développement du commerce intra- et interrégional pendant la phase précoloniale. En même temps, il convient de signaler que Nso est à la périphérie du commerce des esclaves par rapport aux grandes Chefferies et aux grands entrepreneurs économiques des régions côtières. Par ailleurs, bien que la grande partie du commerce régional soit traditionnellement restée le troc – c'est-à-dire l'échange à valeur d'usage – on ne peut s'empêcher de relever la signification particulière rattachée aux articles de prestige importés dans la région Nso.

En effet, ces articles (vêtement, bracelets, armes, perles, etc.) sont traditionnellement considérés comme des sources de pouvoir symbolique. Autrement dit ; ils constituent de précieux pions dans un jeu politique dont la finalité est de s'assurer des droits directs sur les populations et le poste politique : deux facteurs positivement corrélés. Pour comprendre pourquoi la corrélation est positive, il faut savoir que pour s'assurer des droits sur les populations, l'homme nanti et puissant ne doit pas seulement jouer convenablement le jeu politique, il doit aussi être disposé à redistribuer sa fortune et s'évertuer à se tailler une réputation d'homme généreux dans son groupe social.

3.5.1.3 Un pouvoir fondé sur le nombre de dépendants / clients

Traditionnellement, le pouvoir de l'homme Nso repose plus sur le nombre de ses dépendants et clients que sur sa richesse matérielle. C'est pour cela que la réputation d'homme généreux sus-mentionnée mérite une attention toute particulière. Il convient de développer davantage cette idée en l'analysant à partir d'un levier du pouvoir autre que les articles de prestige d'ores et déjà évoqués. Il s'agit notamment de la terre.

Etant donné que la quantité de terre disponible en pays Nso est plus importante que le nombre de personnes désireuses d'exploiter la terre et puisque le surproduit n'est pas extrait de la production agricole, la

véritable source du pouvoir politique dans cette contrée n' a historiquement pas été le contrôle de la terre ou des moyens de production en tant que tels, mais plutôt le contrôle direct de la population et de sa force de travail. En d' autres termes, la position d' un Chef ou Doyen du lignage est renforcée quand il s' affirme comme le porte-parole ou représentant d' une forte clientèle et de nombreux dépendants. Par clients ou dépendants, on entend ici les personnes qui doivent allégeance au Chef ou doyen, c' est-à-dire les gens qui lui expriment leur loyauté et respect et qui constituent ainsi sa suite. On saisit mieux la centralité de ce pouvoir en gardant à l' esprit que plus un doyen de lignage a des 'troupes' importantes, plus son autorité augmente aussi bien auprès de ses pairs que de la Cour Suprême incarnée par le *Fon*.⁸⁸

Cela dit, on rappellera que les chefs de la terre sont traditionnellement les doyens des vastes lignages. En cette qualité, ils contrôlent l' accès aux ressources productives que sont la terre, le travail et le capital symbolique. Par ailleurs, un chef de lignage est aussi lié par obligation morale à ses dépendants ainsi qu' au *Fon*. Ce dernier a le pouvoir de le destituer. Il peut généralement le faire à la demande et avec le consentement du lignage concerné. Le doyen de lignage se retrouve ainsi dans l' obligation d' organiser équitablement l' usage des ressources du lignage à l' intérieur de sa suite. Il exécute des rites en vue de la productivité de 'sa' terre et du bien-être des personnes qui l' exploitent. En retour, ces personnes lui doivent fidélité, loyauté et aide en cas de besoin.

⁸⁸ Cette forme de conception du pouvoir se retrouve dans nombre de sociétés traditionnelles centralisées africaines comme le confirment différentes recherches anthropologiques et sociologiques. Selon l' idéal-type de ces sociétés, le modèle de production domestique est une grande concession correspondant à un segment de lignage et rassemblant, sous la tutelle d' un père ou d' un aîné, plusieurs hommes adultes, leurs épouses et leur progéniture, donc une parenté vaste. Outre cette parenté, la concession des lignages dominants pouvait encore englober des griots, des familles d' artisans, des captifs domestiques entretenus par le chef de lignage puissant. Cf. D. Jonckers (1987) La société minianka au Mali ; M. Père (1988) Les Lobi – tradition et changement ; B Sanogo (1989), Le rôle des cultures commerciales dans l' évolution de la société sénoufo (Sud-Mali), G. Savonnet (1979), Structures sociales et organisation de l' espace (exemples empruntés à la Haute-Volta), in Maîtrise de l' espace agraire et développement en Afrique Tropicale, Mémoire n° 89 : 39 – 44, Paris, ORSTOM Olivier de Sardan (1984), Les sociétés songhay-zarma (Niger, Mali). Chefs, guerriers, esclaves, paysans ; E. Pollet et G. Winter (1972), La société soninké (Diahunu, Mali), M. Izard (1985), Gens du pouvoir, gens de la terre. Les institutions politiques de l' ancien royaume du Yatenga (Bassin de la Volta Blanche), Marchal (1983), Yatenga, Nord Haute-Volta. La dynamique d' un espace rural

Les principales récompenses matérielles exigées par le maître de la terre ont traditionnellement une valeur symbolique : poule,alebasse de vin de raphia, boîte de céréale à la récolte ou quelques jours de travail sur son champ⁸⁹.

La véritable récompense des membres du lignage au profit de leur doyen s'exprime notamment en termes de respect de ses décisions ainsi que de la reconnaissance de son leadership politico-religieux. À cet égard, il faut relever que le doyen de lignage considère les populations comme des *pions* ou *jetons* symboliques dans un jeu politique. Le pouvoir du doyen de lignage qui se trouve en même temps être le maître de la terre a par conséquent une connotation plus politique qu'économique. Cette réalité est celle d'un contexte dans lequel le pouvoir et la richesse se mesurent davantage en termes de contrôle direct et effectif des personnes plutôt qu'en termes d'appropriation et d'accumulation individuelle des moyens de production.

Au total, pour acquérir un statut personnel flatteur et s'affirmer comme une autorité respectable, l'homme Nso doit, suivant la culture politique traditionnelle, redistribuer une part substantielle de sa fortune matérielle individuelle. Les doyens de lignage possèdent certes assez souvent, et à titre individuel, une grande part des différentes ressources matérielles et humaines existantes : raphia, volaille, ovins et femmes. Il s'agit là des ressources qui viennent s'ajouter aux symboles prestigieux liés à leur fonction. Néanmoins, il convient de faire remarquer avec insistance qu'ils n'utilisent traditionnellement pas de telles ressources pour négocier un style de vie qualitativement très différent de celui de leurs dépendants ou clients et, donc, susceptible d'impliquer une grande fracture sociale.

soudano-sahélien ; G. Nicolas (1975) Dynamique sociale et appréhension du monde au sein d'une société hausa ; C. Meillassoux (1982), Femmes, greniers et capitaux.

⁸⁹ Bien que la quantité de travail accompli dans le champ du chef de terre ne fût pas négligeable, il n'y avait aucune raison socio-culturelle d'y voir un quelconque paiement pour les droits d'usage de la terre. Car le travail exigé et effectué était considéré comme un échange qui exprime la reconnaissance ou légitimation de cette autorité. Les produits tirés de ce champ étaient gardés par le

3.5.1.4 Synthèse

Les différents points mentionnés dans le cadre de la description de l'ère précoloniale ne correspondent évidemment pas à une liste exhaustive. Cependant, ils permettent d'atteindre l'objectif poursuivi jusqu'ici, à savoir : attirer l'attention sur un certain nombre de principes qui régissent la vie sociopolitique et économique des Nso. Ces principes doivent absolument être discutés plus longuement et ils le seront aussi. En attendant d'en arriver là, il est possible, à partir des aspects agités, de fixer quelques-unes des profondes transformations historiques qui vont travailler le groupe Nso au cours des prochaines périodes dont la période coloniale et la période post-coloniale.

3.5.2 Les Nso durant la période coloniale

Cette période est marquée par deux grandes phases. La phase allemande et la phase britannique. Ces deux phases ont beaucoup de choses en commun. Ceci pourrait justifier qu'on les traite simultanément. Cependant, elles seront abordées séparément. À cela on avancera une raison assez simple : les puissances coloniales allemande et britannique se sont succédé et renvoient ainsi à des dates historiques différentes. Or chaque date a ses particularités.

3.5.2.1 La conquête des Allemands : Soumettre en laissant vivre !

Les Allemands sont les premiers colons occidentaux qu'a connus le pays Nso. Lorsqu'ils arrivent dans ce pays au début du XX^e siècle, Nso vient juste d'achever la mise sur pied de ses formes et structures telles qu'elles ont été brièvement commentées plus haut. Entre le début du XIX^e siècle et la défaite face aux Allemands en 1906, le pays Nso fait la démonstration de sa force militaire en infligeant une lourde défaite à son voisin de l'Est, en l'occurrence le pays Bamoun.

chef de terre, mais pas pour des besoins personnels ou d'accumulation. Ils étaient notamment mobilisés pendant les périodes de pénurie, de crise ou de mauvaise récolte.

La présence allemande à Nso est largement marquée par des actions militaires et politico-administratives. D'abord en tant que prisonniers de guerre, ensuite en tant que sujets enrôlés de force à travers le *Fon*, les hommes Nso sont mobilisés pour le travail local et contraints d'aller travailler dans les plantations allemandes créées au Sud-Ouest. Les Allemands pratiquent d'abord implicitement une sorte d'administration indirecte en se servant des autorités traditionnelles pour enrôler de force les hommes Nso et pour réaliser la collecte des impôts. Après 1909, les colons adoptent plus explicitement une politique consistant à protéger ou restaurer le pouvoir local du *Fon*.

L'instauration de l'impôt ainsi que l'adoption en 1907 d'une loi interdisant le paiement des salaires en nature suscitent et intensifient des besoins financiers. De nombreux jeunes hommes sont contraints de travailler dans les plantations allemandes au Sud-Ouest⁹⁰ et de se faire recruter sur place comme portiers ou manœuvres par les Allemands. L'urgence de l'accès à l'argent implique, en règle générale, l'acceptation et l'accomplissement des tâches subalternes génératrices de revenus monétaires⁹¹. À leur retour du Sud-Ouest où ils travaillent essentiellement dans les plantations allemandes et ont ainsi un plus grand accès au numéraire, les hommes Nso sont en possession de la monnaie allemande. Les personnes spécialisées dans le change facilitent le passage des cauris vers la monnaie étrangère. C'est ainsi que progressivement, c'est-à-dire vers 1913 plus exactement, la monnaie allemande finit par s'affirmer comme moyen d'échange.

Pourtant, il faut insister sur le fait que malgré la montée de l'influence allemande sur le fonctionnement des structures traditionnelles Nso, cette région a été profondément peu transformée. Ceci ne signifie pas

⁹⁰ Quand nous parlons du Sud-Ouest, nous faisons allusion à ce qui constitue aujourd'hui la province du Sud-Ouest et qui représente la deuxième zone anglophone du Cameroun. C'était la zone des grandes plantations et c'est là bas que se trouvait le siège des autorités coloniales. En effet les gouverneurs coloniaux allemands avaient fait de Buéa la capitale : un statut que cette ville a conservé mais qui ne vaut évidemment plus que pour la province du Sud-Ouest actuel.

⁹¹ Cf. Kaberry (1960), „Some Problems of Land Tenure in Nsaw, Southern Cameroons“ J. of African Administration. 12: 1, 21 - 28

qu' on devrait sous-estimer l' impact de l' impôt, de la monnaie et du contact des hommes avec d' autres groupes dans le cadre d' un autre type d' agriculture ou d' autres activités génératrices de revenus. Ce dont il s' agit néanmoins, c' est de souligner que contrairement à la région voisine du Sud-Ouest où la terre est aliénée aux Allemands par les autorités traditionnelles locales, la terre en pays Nso (et dans les Grassfields en général) reste amplement sous contrôle. En effet, il faut savoir que dans les calculs des colons allemands, cette zone apparaît tout au plus comme un réservoir de mains d' œuvre et non comme une zone génératrice de profit dans le cadre d' un commerce européen direct. De telles considérations sont fixées par Chilver qui note :

The Germans concluded that the immediate returns to be got from opening up the Grassfields to direct trade in European goods was too small to make a station viable.⁹²

Jusqu' à ce que soit éprouvée la nécessité d' intensifier le contrôle de la force de travail de cette région, les Allemands ne se sont pas enthousiasmés pour l' établissement d' une administration régulière dans les Grassfields. Le premier poste Allemand dans les Grassfields est construit à Bamenda, l' actuelle capitale de la province du Nord-ouest, en 1902. Et ce n' est qu' en 1906 que les Allemands défont les Nso grâce au soutien des Bamouns traditionnellement opposés aux Nso⁹³.

3.5.2.2 Phase britannique: Soumettre en apaisant !

Le pays Nso passe sous mandat britannique en 1915. Les nouveaux maîtres britanniques commencent à exiger des populations de la région qu' elles payent l' impôt en 1917. Jusqu' à la confirmation du mandat britannique en 1922, les britanniques s' appuient sur le modèle administratif allemand en faisant leur le système d' imposition directe. Vers 1922, la politique britannique d' administration indirecte élaborée par Lord Lugard au Nigeria est adoptée pour le pays Nso. En substance,

⁹² Chilver (1962), Nineteenth Century Trade in the Bamenda ... Ibid. p. 255

cette politique consiste à reconnaître les dirigeants traditionnels d' une part, et à leur flanquer un fonctionnaire britannique faisant office de conseiller d' autre part⁹⁴. À vrai dire, en dépit des nuances au niveau de la doctrine, les mécaniques de l' administration coloniale allemande et britannique sont assez similaires. La présence coloniale britannique dans la région se limite aux fonctionnaires, Hommes d' église et commerçants qui ne sont que des résidents temporaires.

L' administration coloniale permet de renforcer la structure de pouvoir local en se servant du Fon comme un organe du gouvernement colonial central. Sous le Mandat britannique, le Fon est une figure politique importante. Ayant à sa disposition une équipe et percevant un salaire, le Fon est doté de moyens lui permettant de dominer politiquement et administrativement dans sa région.

À la différence du Sud-Ouest où le gouvernement colonial s' arroege d' importantes parcelles de terre afin d' y ériger de grandes plantations et de favoriser les activités commerciales, la terre en région Nso (et dans les Grassfields) demeure entièrement sous le système coutumier. Au lieu du contrôle des moyens de production ou de l' extraction des excédents par le biais de la production locale des biens, l' enrôlement par force du travail s' est présenté comme le premier mécanisme destiné à favoriser l' incorporation dans les échanges internationaux. La mobilisation de la main d' œuvre en faveur des plantations coloniales produit, à son tour, des effets contradictoires sur la Chefferie. D' un côté, elle consolide la structure de pouvoir existante dans la mesure où le Fon et les chefs de lignage sont utilisés pour enrôler la force de travail au profit de la puissance coloniale. De l' autre côté, une telle mobilisation implique une certaine libération pour ceux qui se laissent séduire par le travail salarié.

⁹³ Kaberry (1960), Some Problems of Land Tenure in Nsaw... op. cit.,

⁹⁴ Cf. Lugard, F.J.D & A. H. M. Kirk-Greene (eds.) 3rd Edn, Political Memoranda: revision of instructions to political officers on subjects chiefly political and administrative 1913 - 1918

La quête du revenu monétaire est motivée par plusieurs facteurs dont l'obligation de payer l'impôt et la volonté d'accéder aux produits occidentaux qui commencent à faire leur apparition ci et là. De fait, certains produits occidentaux se substituent progressivement aux articles à usage domestique autrefois produits localement : casserole, assiettes, savons, etc. D'autres articles occidentaux encore constituent de véritables innovations qui viennent simplement s'ajouter au stock domestique traditionnel (allumettes, pétrole, sucre, etc.) L'Église et l'École ont également largement contribué au renforcement de la valeur de l'argent, car c'est grâce à ce dernier qu'on peut aisément accéder aux différents services offerts par ces deux institutions.

En même temps que l'administration coloniale raffermi la structure de pouvoir existante, elle suscite également un mouvement contradictoire marqué par la possibilité d'accumuler individuellement. En effet, il est désormais possible d'échapper à certaines contraintes traditionnelles à travers : l'accès à un autre type d'éducation, à une autre forme de pratique religieuse, à un autre mode de production économique, etc. Par ailleurs, avec l'introduction de la caféiculture comme principale source de revenu dans la région au cours des années 1950, presque tous les hommes accèdent au revenu monétaire et la région se trouve intégrée dans des échanges économiques beaucoup plus larges.

Bien que le pouvoir local du Fon et de son administration soit encore bien visible jusqu'à la fin de l'ère coloniale en 1961, l'articulation croissante avec le système capitaliste international modifie profondément le rapport de force entre les institutions traditionnelles et le gouvernement colonial central ainsi qu'entre les Chefs de lignage traditionnels et les *big men* des temps modernes. La diffusion du christianisme et les décisions des tribunaux coloniaux au sujet du mariage et de la détention des enfants amoindrissent sérieusement l'influence des Chefs de lignage⁹⁵.

⁹⁵ Cf. Kaberry (1960), „Some Problems of Land Tenure in Nsaw, Southern Cameroons“, op. cit.

L' introduction de l' agriculture commerciale affecte certains principes essentiels du système foncier coutumier et force l' évolution vers la revendication d' une sécurité individuelle du droit pour les cultures commerciales, c' est-à-dire aussi l' ouverture de la voie vers la privatisation de la terre. Commentant les débuts de cette évolution, Kaberry écrit :

Despite the strength of lineage ties and the fact that the lineage still functions as a corporate unit in many spheres of social life, it is true to say (...) that concern for the future of his sons and a desire to make provision for their welfare has become one of the dominant motives of the average Nsaw man.⁹⁶

La principale observation à faire c' est que la colonisation produit des effets ambivalents sur les structures traditionnelles Nso. Qu' il s' agisse de la période allemande ou de la période britannique. En effet, l' interaction avec l' administration coloniale et la forte intégration dans un système économique plus ouvert consolident la hiérarchie traditionnelle en même temps qu' elles favorisent l' accès à un revenu monétaire et à un statut hors du contrôle direct de l' autorité coutumière locale.

3.5.3 Les Nso dans le Cameroun post-colonial

L' incorporation de Nso dans un système économique et politique englobant se consolide à la suite de la création de l' État du Cameroun. La jeune élite politique nationale reconnaît la puissance et la valeur symbolique des autorités traditionnelles et essaie très tôt de mettre sur pied un système de coopération entre les différentes instances dirigeantes coutumières et le pouvoir central installé à la place des colons. Cet effort n' implique en aucun cas la fin de l' ambivalence observée dans le cadre de la schématisation des périodes coloniales. Pour mieux saisir la position des Nso vis-à-vis du pouvoir central et apprécier à sa juste valeur la ténacité des structures locales traditionnelles, il est nécessaire d' effectuer

⁹⁶ Kaberry (1952), *Women of the Grassfields ...*, Ibid., p. 46

un petit retour en arrière et de considérer attentivement la situation dans l'ensemble des Grassfields.

Pendant la colonisation britannique, le Cameroun Anglophone est administré comme une région faisant partie du Nigeria. Il demeure par ailleurs à la périphérie des développements en cours dans ce vaste pays d'Afrique de l'Ouest.⁹⁷ Et lorsqu'on considère particulièrement la situation dans les Grassfields, on se rend compte que ceux-ci sont restés isolés, coupés des zones côtières par de faibles infrastructures et moyens de communication. La position de zone défavorisée n'est évidemment pas de nature à arranger les populations de cette région également connue comme Cameroun Méridional. L'insatisfaction conduit à émettre le vœu d'être définitivement détaché du Nigeria. Au terme d'un référendum organisé en février 1961, c'est-à-dire près de quatre mois après l'accession du Nigeria à l'indépendance, le Cameroun Méridional opte pour le rattachement à la République du Cameroun Francophone. Ce choix a des répercussions sur tous les groupes de la région concernée, y compris sur le groupe Nso.

À Nso, l'ingérence d'un pouvoir central extérieur dans les affaires locales change de nature, dans ce sens qu'on passe d'un petit groupe de fonctionnaires coloniaux détachés dans une zone marginale à une véritable intégration dans une bureaucratie englobante plus contraignante. Cette dernière, d'abord construite suivant un principe fédéral, entreprend un ensemble de mesures visant à affirmer son autorité :

- Mise sur pied de différents services soumis au contrôle fédéral (services militaires, police, trésor, écoles, tribunaux, etc.)
- Contrôle monopolistique des cultures d'exportation (Café, Cacao)
- Mécanismes de contrôle et régulation de l'ensemble de la vie économique et du secteur commercial en particulier (exigence des licences ou autorisations de pratiquer le commerce, fixation des prix

⁹⁷ Cf. Eyongetah & Brain (1974), A history of the Cameroon, op. cit., p. 119

des produits manufacturés, prélèvement des taxes sur l'import et l'export, etc.)

- . Mainmise sur les grands programmes de développement agricole, industriel et agro-industriel, etc.

L'avènement de l'État fédéral camerounais va naturellement de pair avec l'émergence d'une nouvelle élite politique. L'interdépendance entre les dirigeants traditionnels et la nouvelle élite est vite établie. La valeur des autorités coutumières en matière d'administration locale est entièrement reconnue par le pouvoir central entre les mains de la jeune élite. À cet égard, le tout premier Président du Cameroun Indépendant, en l'occurrence Ahmadou Ahidjo, affirmera :

(...) Independently of their sentimental value (the Chiefs) still constitute today and surely will tomorrow, by reason of the leadership which they give to the people, an instrument of action which the State cannot afford to do without at present.⁹⁸

Les Chefs traditionnels sont ainsi considérés comme un moyen d'assurer l'intégration de l'État et cette qualité rend inévitable l'interdépendance entre ces chefs et la nouvelle élite politique. Celle-ci a d'ailleurs dès le début souligné que les leaders coutumiers ne devraient pas seulement se laisser intégrer comme partenaires dans le système englobant, mais aussi soutenir activement les grands choix et orientations politiques du pouvoir central moderne. Mettant l'accent sur la nécessité de coopérer de la part des autorités traditionnelles, Ahmadou Ahidjo exhorte explicitement ces autorités à suivre l'évolution politique moderne. Avant d'ajouter dans une espèce de mise en garde, qu'il est de l'intérêt des chefs coutumiers et des populations qu'ils représentent de s'affirmer comme artisans de ladite évolution :

What I am asking is that this evolution comes about with them for in the contrary case, they will be vanquished by it⁹⁹

⁹⁸ Ahmadou Ahidjo (1964), Contribution to National Constitution

Dans les Grassfields, les chefs suivent cet appel. Ils se positionnent comme une force politique et un organe législatif. Ils se montrent également disposés à participer activement et à leur manière à la formation du destin du Cameroun post-colonial. Lorsque l' Union Nationale du Cameroun (UNC) est fondée en 1961, tous les leaders coutumiers sont conviés à soutenir ce qu' on considère comme front national : le système de parti unique. Ils ne peuvent ni s' y refuser, ni y rester indifférents. Les Fons des Grassfields reconnaissent alors le nouveau pouvoir central post-colonial et en deviennent d' importants relais au niveau local. Cette attitude vis-à-vis du pouvoir central post-colonial est maintenue pendant de nombreuses décennies.

Depuis le début des années 1990, période de relance du multipartisme et de lancement du processus de démocratisation au Cameroun, on assiste à un certain malaise par rapport à une absence de neutralité des chefs traditionnels. Ceux-ci sont notamment accusés de soutenir activement le parti au pouvoir et de fausser dans une large mesure le jeu démocratique. Pourtant, il faut relever que ce malaise n' entraîne toujours pas un véritable changement d' attitude de la part de nombreux leaders traditionnels. L' impartialité que leurs populations 'divisées' au niveau des opinions politiques partisans attendent parfois d' eux tarde encore à venir¹⁰⁰. Et rien ne permet de dire approximativement quand cette impartialité sera acquise. Peut-être faut-il attendre que soit levé le flou créé par l' attente de la mise sur pied des différentes institutions prévues dans la constitution dont le Cameroun s' est doté en Janvier 1996 !¹⁰¹

⁹⁹ Ahmadou Ahidjo, op. cit. (Nous soulignons)

¹⁰⁰ Nombre de chefs traditionnels sont encore membres du Bureau Politique du RDPC, parti au Pouvoir

¹⁰¹ Cf. Loi no 96/06 du 18 Janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 Juin 1972. Voir aussi les commentaires publiés à ce sujet. Notamment : Mbomé, F. : Constitution, administration et tribalisme, in : La démocratie à l' épreuve du tribalisme, Yaoundé, Fondation Friedrich Ebert, 1996, Momo, B., L' inaccessibilité de la Chefferie traditionnelle à la rationalisation juridique, in : Lex Lata, no 22, Janvier 1996, Kot, F. Révision constitutionnelle du 18 Janvier 1996 au Cameroun : Commentaires de quelques 'avis informés', in Penant Janvier – Avril 1998. Cette constitution qui consacre le principe de l' autochtonie et attend toujours d' être appliquée à travers une mise en œuvre résolue des différentes institutions qui y sont prévues révèle une certaine indétermination politique et un clair-obscur. On y reviendra dans la partie consacrée à l' analyse de l' interaction entre élite moderne et élite traditionnelle scellée par une gestion 'instrumentale' de la titulature traditionnelle.